

---

***LE RÉSEAU CANADIEN DE  
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE  
COMMUNAUTAIRE***

**ÉTATS FINANCIERS**

**31 DÉCEMBRE 2013**

---

---

## ***Rapport de l'auditeur indépendant***

Aux administrateurs de  
**LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE**

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2013 et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### **Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### **Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'organisme portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

---

## ***Rapport de l'auditeur indépendant***

### **Opinion**

À notre avis, ces états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 décembre 2013 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.



Victoriaville,  
le 21 mai 2014

Roy Desrochers Lambert SENCRL <sup>1</sup>  
Société de comptables professionnels agréés

---

<sup>1</sup> Joël Minville, CPA auditeur, CA

Roy Desrochers Lambert SENCRL est une entité juridique distincte et indépendante qui n'est pas associée ni mandataire des autres entités membres du Groupe RDL.

# LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

## Résultats pour l'exercice clos le 31 décembre

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<b>PRODUITS</b>		
<b>Subventions et ententes de contributions</b>		
Contributions gouvernementales	1 031 709 \$	316 709 \$
Secteur communautaire/charitable	412 531	388 291
Autres subventions et ententes de contributions	38 937	-
<b>Produits d'autres sources</b>		
Honoraires tirés d'événements	50 177	131 009
Contrats de services	16 640	37 197
Cotisations des membres	58 238	57 695
Dons et autres produits	14 921	11 103
Intérêts	4 443	140
	<u>1 627 596</u>	<u>942 144</u>
<b>CHARGES</b>		
Dépenses liées aux projets (annexe A)	834 212	264 708
Conseil d'administration, comités et membres (annexe B)	18 166	8 360
Dépenses liées au personnel (annexe C)	602 827	523 883
Frais d'administration (annexe D)	113 368	78 347
Amortissement des immobilisations corporelles	2 227	1 513
	<u>1 570 800</u>	<u>876 811</u>
<b>EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES AVANT AUTRE ÉLÉMENT</b>	56 796	65 333
<b>PERTE SUR CESSION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	-	(9 224)
<b>EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	<u>56 796 \$</u>	<u>56 109 \$</u>

(Voir les notes complémentaires)

## LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

### Évolution de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre

	2013			2012	
	Affecté	Investi en immobi- lisations corporelles	Non affecté	Total	Total
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>	173 219 \$	5 748 \$	-	178 967 \$	122 858 \$
Excédent des produits sur les charges	-	(2 227)	59 023	56 796	56 109
Affectation d'origine interne (note 3)	59 023	-	(59 023)	-	-
<b>SOLDE À LA FIN</b>	232 242 \$	3 521 \$	-	235 763 \$	178 967 \$

(Voir les notes complémentaires)

# LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

## Bilan au 31 décembre

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<u>ACTIF</u>		
<b>ACTIF À COURT TERME</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	334 259 \$	195 685 \$
Débiteurs (note 4)	148 637	147 404
Frais payés d'avance	<u>5 284</u>	<u>3 500</u>
	488 180	346 589
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 5)</b>	<u>3 521</u>	<u>5 748</u>
	<u>491 701 \$</u>	<u>352 337 \$</u>

Au nom du conseil d'administration :

....., administrateur

....., administrateur

(Voir les notes complémentaires)

# LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

## *Bilan au 31 décembre*

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<u>PASSIF</u>		
<b>PASSIF À COURT TERME</b>		
Créditeurs (note 7)	60 717 \$	47 136 \$
Produits et apports reportés (note 8)	<u>195 221</u>	<u>126 234</u>
	255 938	173 370
	-----	-----
<u>ACTIF NET</u>		
<b>ACTIF NET AFFECTÉ</b>	232 242	173 219
<b>ACTIF NET INVESTI EN IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<u>3 521</u>	<u>5 748</u>
	235 763	178 967
	-----	-----
	<u>491 701 \$</u>	<u>352 337 \$</u>
	=====	=====

(Voir les notes complémentaires)

## LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

### Flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Excédent des produits sur les charges	56 796 \$	56 109 \$
Ajustement pour :		
Amortissement des immobilisations corporelles	2 227	1 513
Perte sur cession d'immobilisations corporelles	-	9 224
	<u>59 023</u>	66 846
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 9)	<u>79 551</u>	<u>21 452</u>
	<u>138 574</u>	88 298
	-----	-----
<b>ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	(5 561)
	-----	-----
<b>AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>138 574</b>	<b>82 737</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>	<u>195 685</u>	<u>112 948</u>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN</b>	<b>334 259 \$</b>	<b>195 685 \$</b>
	=====	=====

(Voir les notes complémentaires)



# **LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE**

---

## **Notes complémentaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2013**

### **1. STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS**

L'organisme a obtenu ses statuts de continuation en date du 11 octobre 2013 et est régie en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif et est, par conséquent, exempté des impôts sur le revenu. Les objectifs de l'organisme sont de réduire la pauvreté, le chômage et de soulager la misère dans les collectivités défavorisées sur le plan économique.

### **2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

#### **Référentiel comptable**

L'organisme a décidé d'appliquer les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif de la partie III du manuel de CPA Canada en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada.

#### **Utilisation d'estimations**

La préparation d'états financiers selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif requiert l'utilisation de certaines estimations faites par la direction ayant une incidence sur les actifs et les passifs inscrits aux états financiers, sur la divulgation des éventualités en date du bilan ainsi que sur les postes de produits et de charges. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

#### **Constatation des produits**

##### **Apports**

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus, à titre de dotations, sont constatés à titre d'augmentations directes de l'actif net au cours de l'exercice.

##### **Cotisations des membres, honoraires tirés d'événements et autres produits**

L'organisme comptabilise ses produits de cotisations des membres, d'honoraires tirés d'événements et les autres produits lorsque les services sont rendus et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

#### **Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés des fonds en caisse, des soldes bancaires et les placements hautement liquides, facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

# LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

---

## Notes complémentaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2013

### 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

#### Instruments financiers

##### Évaluation des instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale.

Il évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des débiteurs.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des créditeurs.

##### Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé au résultat net. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée au résultat net.

##### Coûts de transaction

L'organisme comptabilise ses coûts de transaction au résultat net de l'exercice où ils sont engagés. Cependant, les instruments financiers qui ne sont pas évalués ultérieurement à la juste valeur sont majorés des coûts de transaction directement attribuables à la création, à l'émission ou à la prise en charge.

##### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile estimative comme suit :

	<u>Méthode d'amortis- sement</u>	<u>Taux</u>
Matériel informatique	Dégressif	45 %
Mobilier de bureau	Dégressif	20 %

##### Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque leur valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

# LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

---

## Notes complémentaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2013

### 3. AFFECTATION D'ORIGINE INTERNE

Au cours de l'exercice, le conseil d'administration a décidé d'affecter un montant de 59 023 \$ portant ainsi les montants affectés totaux à 232 242 \$. En 2012, le conseil d'administration a adopté une politique de fonds de réserve affectée en créant deux fonds : Viabilité financière et Stabilité des projets. Ces affectations ont pour but de venir en aide au financement des activités de fonctionnement et de différents projets lorsque les ressources financières de l'organisme seront insuffisantes. L'organisme ne peut utiliser ces montants grevés d'une affectation d'origine interne sans le consentement préalable du conseil d'administration. Les sommes affectées se répartissent comme suit :

	<u>2013</u>		<u>2012</u>
Viabilité financière	191 461	\$	149 293
Stabilité des projets	<u>40 781</u>		<u>23 926</u>
	<u>232 242</u>	\$	<u>173 219</u>

### 4. DÉBITEURS

	<u>2013</u>		<u>2012</u>
Clients	137 218	\$	138 775
Intérêts	1 963		-
Taxes sur les produits et services	<u>9 456</u>		<u>8 629</u>
	<u>148 637</u>	\$	<u>147 404</u>

# LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

*Notes complémentaires  
pour l'exercice clos le 31 décembre 2013*

## 5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2013		2012
	Coût	Amortis- sement cumulé	Valeur nette
Matériel informatique	5 563 \$	3 192 \$	2 371 \$
Mobilier de bureau	2 110	960	1 150
	<b>7 673 \$</b>	<b>4 152 \$</b>	<b>3 521 \$</b>

## 6. EMPRUNT BANCAIRE

L'emprunt bancaire autorisé au montant de 50 000 \$ porte intérêts au taux préférentiel plus 2,5 %. L'emprunt bancaire est renégociable annuellement.

## 7. CRÉDITEURS

	2013	2012
Fournisseurs	26 944 \$	27 575 \$
Salaires et charges sociales	21 333	12 740
Frais courus	12 440	6 821
	<b>60 717 \$</b>	<b>47 136 \$</b>

# LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

## Notes complémentaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2013

### 8. PRODUITS ET APPORTS REPORTÉS

Les fonds suivants, reçus au cours de l'exercice courant, seront comptabilisés aux produits lors d'un exercice financier ultérieur lorsque les services auront été rendus ou que les dépenses auront été engagées, se résumant comme suit :

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Contributions gouvernementales	20 838 \$	35 415 \$
Secteur communautaire/charitable	140 369	80 629
Autres revenus	33 919	-
Honoraires tirés d'événements	-	10 000
Cotisations des membres	<u>95</u>	<u>190</u>
	<u>195 221 \$</u>	<u>126 234 \$</u>

### 9. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

#### Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Débiteurs	(1 233) \$	(41 192) \$
Frais payés d'avance	(1 784)	240
Créditeurs	13 581	73
Produits et apports reportés	<u>68 987</u>	<u>62 331</u>
	<u>79 551 \$</u>	<u>21 452 \$</u>

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Trésorerie	59 259 \$	120 685 \$
Dépôts à terme	<u>275 000</u>	<u>75 000</u>
	<u>334 259 \$</u>	<u>195 685 \$</u>

# LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

---

## Notes complémentaires pour l'exercice clos le 31 décembre 2013

### 10. INSTRUMENTS FINANCIERS

#### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement en regard de ses créiteurs. La direction estime que l'organisme possède ou générera les liquidités nécessaires pour rencontrer ses engagements.

#### Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit pour l'organisme sont liés aux débiteurs. L'organisme consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Ainsi, l'organisme est exposé à une concentration de crédit relativement à ses comptes clients. Au 31 décembre 2013, une somme de 91 686 \$ est à recevoir de trois clients.

#### Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de prix autre. L'organisme est principalement exposé au risque de taux d'intérêt.

#### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations de taux d'intérêt du marché. Les instruments à taux d'intérêt fixe assujettissent l'organisme à un risque de juste valeur et ceux à taux variable à un risque de flux de trésorerie. L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt en ce qui concerne ses instruments financiers à taux d'intérêt variable. La direction estime qu'une variation de taux d'intérêt de 1 % n'aurait pas d'incidence importante sur les résultats ou la situation financière de l'organisme.

### 11. ENGAGEMENTS

#### Baux

L'organisme loue des espaces de bureau en vertu de baux venant à échéance entre juin 2014 et mars 2016. Les loyers minimums futurs totalisent 31 387 \$ et comprennent les versements suivants pour les trois prochains exercices :

2014	-	22 107 \$
2015	-	7 954 \$
2016	-	1 326 \$

# **LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE**

---

***Notes complémentaires  
pour l'exercice clos le 31 décembre 2013***

## **12. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres de 2012 ont été reclassés afin de rendre la présentation conforme avec celle adoptée en 2013.

# LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

## Renseignements complémentaires pour l'exercice clos le 31 décembre

### Annexe A - DÉPENSES LIÉES AUX PROJETS

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Salaires et charges sociales des stagiaires	547 986 \$	39 080 \$
Sous-traitants	88 267	105 135
Communications	38 953	12 996
Déplacements et repas	47 946	19 864
Frais de partenariat	60 500	43 754
Frais de traitement de cartes de crédit	3 750	4 271
Matériels et fournitures	5 828	5 368
Publicité et conception	22 138	5 261
Réunions, événements, location de salles et d'équipements	17 344	26 370
Traduction	<u>1 500</u>	<u>2 609</u>
	<u>834 212 \$</u>	<u>264 708 \$</u>

### Annexe B - CONSEIL D'ADMINISTRATION, COMITÉS ET MEMBRES

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Réunions, déplacements et repas	18 166 \$	8 360 \$

### Annexe C - DÉPENSES LIÉES AU PERSONNEL

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Salaires et charges sociales	597 248 \$	518 898 \$
Sous-contractants	<u>5 579</u>	<u>4 985</u>
	<u>602 827 \$</u>	<u>523 883 \$</u>



# LE RÉSEAU CANADIEN DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

---

## *Renseignements complémentaires pour l'exercice clos le 31 décembre*

### Annexe D - FRAIS D'ADMINISTRATION

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Assurances	4 117 \$	4 060 \$
Communications	1 426	1 852
Cotisations	156	153
Événements	4 631	-
Frais bancaires et frais de transaction en ligne	3 909	4 792
Frais d'équipement	4 091	3 831
Frais de bureau	22 036	9 930
Internet	12 283	14 492
Loyer	32 336	27 966
Publicité et promotion	4 379	1 315
Services professionnels	17 847	6 272
Traduction	6 157	3 684
	<u>113 368 \$</u>	<u>78 347 \$</u>